L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLIT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

CONDITIONS: ... $10 [illegible] d'avance.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 6 JANVIER 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

DU MESSAGE DU GOUVERNEUR.

I.

Le message de notre premier magistrat ne peut être que favorablement accueilli par le public; car il dépose de la sollicitude de son auteur pour les grands intérêts de la Louisiane. Quoique au premier abord il puisse paraître un peu long, on trouve cependant en l'examinant avec attention qu'il n'y a rien de trop.

Il aborde franchement la question des votans sur les terres publiques et manifeste l'opinion que les auteurs de la constitution qui ont donné aux acquéreurs des terres publiques le droit de voter, avant d'avoir payé taxe, n'ont eu en vue que les acquéreurs sérieux et non point les personnes qui n'acquièrent que dans le but exclusif de se procurer par ce moyen le privilége électoral; mais comme le mal est maintenant à-peu-près sans remède, il suggère l'idée d'une loi d'enregistrement des votans qui neutraliserait le mal jusqu'à un certain point où "consistant d'une manière certaine la résidence requise par la constitution."

Tous ceux qui tiennent à éloigner la fraude de l'urne électorale doivent soutenir ce projet qui se recommande particulièrement à la considération de la Législature.

Un régistre où seraient d'avance inscrits tous les votans classés par district, et dont une copie serait publiée et affichée quelque temps avant les élections présenterait sans contredit la meilleure garantie possible contre les fraudes électorales. Ce régistre, ou effet, portant les noms, prénoms, profession et domicile de chaque électeur, il serait facile aux commissaires de chaque district de s'assurer de la légitimité des droits des votans domiciliés dans leur circonscription et d'obtenir la radiation de ceux qui auraient été inscrits sans en avoir le droit.

De cette manière il n'y aurait plus de discussions aux *polls*; l'élection se ferait plus rapidement, plus paisiblement et les votans légitimes se consulteraient plus de voir leur bulletin neutralisée par des votans frauduleux.

Si comme tous les bons citoyens, à quelque parti qu'ils appartiennent, doivent avoir une égale horreur de la fraude, les personnes qu'un projet de cette nature devrait rencontrer dans la législature d'obtachée à l'Exécutif. Espérons donc qu'en s'occupera immédiatement de donner suite à cette suggestion du gouverneur dans qu'à l'avenir les partis n'aient plus à s'accuser réciproquement d'avoir employé la fraude comme moyen de succès.

A propos des Banques, le gouverneur constate que "la solvabilité est si bien reconnue que leur circulation subit à peine une dépréciation de deux pour cent, et que leur papier est très recherché dans tous les Etats de l'Ouest."

Cependant il est dans le Message une suggestion qui ne nous paraît devoir être admise sur ce sujet qu'avec une extrême circonspection : nous voulons parler de celle où il engage la législature à " relever ses Banques de la forfaiture qu'elles peuvent avoir encourue par la suspension, jours qu'elles reprennent leurs paiemens à une époque déterminée. "

Croit-on qu'une *reprise réelle, effective* puisse avoir lieu sans le secours d'une Banque Nationale ? Telle est la question qui, selon nous, se présente d'abord et à la décision de laquelle la suggestion du message doit être subordonnée. Car si elle est résolue affirmativement, la législature n'a rien de mieux à faire qu'à adopter l'idée du gouverneur, mais dans le cas contraire, c'est-à-dire si la question est résolue négativement, on verra qu'un acte législatif fixant l'époque de la reprise ne produirait aucun résultat et ne pourrait que compliquer notre situation.

Nous voyons dans le *Franklin Planters Banner* du 31 décembre, qu'il y a eu le 8 une assemblée des planteurs sucriers à Donaldsonville ayant pour but de prendre des mesures pour prévenir la fluctuation extraordinaire qui a eu lieu depuis quelques années dans le prix du sucre à la Nouvelle Orléans, et de convoquer une convention des planteurs sucriers pour le 9 janvier à 6 heures du soir, à l'Hôtel Saint-Charles de cette ville.

LEGISLATURE.

SENAT DE LA LOUISIANE.

Présidence de M. Garcia.

Séance du 5 janvier.

Le président fait part au Sénat l'une communication adressé à aux membres de ce corps par les directeurs de la Banque, leur offrant l'entrée du cabinet de lecture attaché à cet établissement.

Le président propose d'ouvrir de la place nommé comme suit les divers comités permanens qui doivent servir pendant la session actuelle :

Comité des élections. MM. Bonsier, Hiriart, Crow, Réclamations, MM. Sparrow, Dupre, Thibodeaux,

Affaires non terminées, MM. Walker, Dupres, Armant.

Enrôlemens, MM. Armant, Thibodeaux. Davidson.

Pour viser et contrôler les dépenses, MM. Bonsier, Sparrow, Lacoste.

Education publique, MM. Hoa, Downs, Scott (Fel.)

Améliorations intérieures, MM. Scott, (B. R.) Walker, Armant.

Judiciaire, MM. Hoa, Downs, Waggaman.

Finance, MM. Downs, Hoa, Walker, Pour visiter la trésorerie, MM. Hiriart, Davidson.

Milices, Scott (Fel.) Bonsier, Lacoste.

M Walker donne avis au Sénat qu'il introduira incessamment un bill pour étendre le droit de suffrage.

M. Davidson présente avec la permission du Sénat une résolution qui est adoptée, requérant le trésorier d'avoir à fournir au Sénat une liste des officiers salariés et une note exacte du montant des salaires payés par l'Etat.

Le même membre présente une autre résolution qui est également adoptée, requérant le *trésorier* de donner au Sénat un état des sommes d'argent déposées par le bureau des travaux publics depuis un certain époque, et pour quels objets.

Le membre de Ste. Hélène (M. Davidson) donne avis qu'il introduira sous peu un bill pour diminuer les salaires du gouverneur et des autres officiers de l'Etat.

M. Downs présente une résolution pour qu'il soit fourni à chaque membre du Sénat un certain nombre d'exemplaires du journal officiel de l'Etat, sur lequel sont publiés le rapport des débats et le procès verbal du journal des séances.

M. Bonsier propose de fixer le nombre d'exemplaires à dix. Adopté.

M. Davidson voudrait avoir si cette résolution n'entraînerait pas l'Etat à des dépenses additionnelles dans lequel cas il voterait contre.

M. Downs fait observer qu'au moyen d'un amendement qu'il propose les objections du membre de Ste. Hélène disparaîtront.

L'imprimeur, dit-il, n'est pas encore nommé, par amendement, qu'il pourrait assigner pour objet de requérir de cet employé de faire tirer le nombre voulu d'exemplaires de son journal sans qu'il en doit à aucune rémunération additionnelle.

Quelques doutes ayant été soulevés par M. Hoa par la possibilité d'admettre une résolution de cette nature, qu'une attribute ne soit portée à la loi qui taxe les dépenses de l'imprimeur d'Etat, et sur quelques explications données par M. Hiriart, établissant que, l'on dernier, le nombre extra de copies de la gazette officielle contraint à une dépense additionnelle,

Sur la motion de M. Hoa, acceptée par M. Downs, la discussion de la résolution a été renvoyée à un autre jour.

M. Waggaman présente une résolution, laquelle sont adoptés que un amendement de M. Davidson, portant que le trésorier sera tenu de fournir immédiatement au Sénat que note exacte du montant des obligations émises par l'Etat en faveur des Banques de la Nlle. Orléans, par l'Etat, et des villes ou institutions qui les ont reçues.

M. Waggaman obtient avoir obtenu une dispensation des règles, présente le bill suivant, lequel subit sa première lecture :

ACTE

Pour augmenter à l'opinion du peuple, de cet Etat, la sûreté et l'importance de convoquer une convention pour amender la constitution.

Section 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans, réunis en assemblée générale, qu'à la prochaine élection générale, il sera soumis à l'opinion du peuple de cet Etat, la nécessité et l'opportunité de convoquer une convention pour amender la Constitution, en y incorporant les principes et les dispositions suivantes :

1è. Que tous les juges servent nommés pour un terme limité et non à vie.

2è. Que tous les citoyens des Etats Unis, âgé de plus de vingt-un ans, qui aura résidé un an dans l'Etat et six mois dans la paroisse dans laquelle il se présente pour voter, aura le droit de voter pour les représentans et le gouverneur à la législature de l'Etat, les représentans au congrès et pour tous les autres officiers qui doivent être élus par le peuple.

3è. Qu'une égale somme de représentation plus égale et plus juste, et dans le Sénat et la Chambre des Représentans soit adoptée pour augmenter le nombre des sénateurs et des représentans afin que chaque paroisse ait une représentation juste dans le Sénat, et un nombre de représentans à la Chambre ou plusieurs, selon le nombre de la population.

4è. Que les officiers civils, greffiers, carrossiers, et les autres officiers de l'Etat soient nommés par le peuple.

5è. Que les juges de la Cour Suprême soit élu par le peuple sous la législature.

6è. Que la constitution soit déclarée, etc. Que dans l'intervalle de temps qui s'écoulera entre les juges de paix et les autres officiers nommés par le gouverneur et le Sénat, ces officiers soient nommés par le peuple.

7è. Que la constitution soit déclarée, etc.

8è. Que la constitution soit déclarée, etc.

9è. Que la constitution soit déclarée, etc.

10è. Que la constitution soit déclarée, etc.

11è. Que la constitution soit déclarée, etc.